

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE LA TRANSFORMATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUES

Décret n° 2024-839 du 16 juillet 2024 relatif à la garantie de 4 000 € mentionnée à l'article 76 bis de la loi du 21 août 2003

NOR : TFPF2419394D

**Publics concernés :** fonctionnaires de l'Etat, magistrats et militaires en activité le 1<sup>er</sup> janvier 2024 à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

**Objet :** garantie de 4 000 € mentionnée à l'article 76 bis de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites.

**Entrée en vigueur :** le décret entre en vigueur au lendemain de sa publication.

**Notice :** le décret définit les obligations déclaratives auxquelles sont tenus les employeurs des fonctionnaires de l'Etat, des magistrats et des militaires en activité à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et Nouvelle-Calédonie au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Le décret fixe également le délai dans lequel la cotisation supplémentaire unique de l'Etat garantissant un revenu annuel de 4 000 € mentionnée à l'article 76 bis de la loi du 21 août 2003 peut être demandée et les conditions dans lesquelles elle est mise en œuvre par les services de la direction générale des finances publiques.

**Références :** le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la transformation et de la fonction publiques,

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite, notamment ses articles D. 1 et D. 20 ;

Vu la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 modifiée portant réforme des retraites, notamment ses article 76 et 76 bis ;

Vu la loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 modifiée de finances rectificatives pour 2008, notamment son article 137 ;

Vu le décret n° 2024-348 du 9 avril 2024 relatif à la cotisation volontaire au régime de retraite additionnelle de la fonction publique ;

Vu l'avis du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du 1<sup>er</sup> juillet 2024 ;

Vu l'avis du gouvernement de Polynésie française en date du 3 juillet 2024 ;

Vu l'avis du gouvernement de Nouvelle-Calédonie en date du 3 juillet 2024 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Etablissement de retraite additionnelle de la fonction publique en date du 27 juin 2024,

Décète :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – I. – Avant le 31 août 2024, l'employeur de fonctionnaires de l'Etat, magistrats ou de militaires en activité à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie au 1<sup>er</sup> janvier 2024 établit pour chacun d'entre eux un document attestant cette activité à cette date dans l'un de ces territoires. Il transmet cette attestation à l'agent et au Service des retraites de l'Etat.

II. – Lorsque le fonctionnaire de l'Etat, le magistrat ou le militaire mentionné au I s'abstient, pour la première fois, d'adhérer à la cotisation volontaire mentionnée au I de l'article 76 bis de la loi du 21 août susvisée, son employeur en informe le Service des retraites de l'Etat.

III. – L'employeur peut demander au Service des retraites de l'Etat si les fonctionnaires de l'Etat, magistrats et militaires qu'il emploie dans les territoires mentionnés au I sont éligibles à la garantie mentionnée au II de l'article 76 bis de la loi du 21 août 2003 susvisée au regard des informations que le Service des retraites de l'Etat détient en application du I et du II du présent article.

IV. – L'employeur mentionné au III déclare annuellement au Service des retraites de l'Etat, pour les fonctionnaires de l'Etat, magistrats et militaires en activité au 1<sup>er</sup> janvier 2024 dans les territoires mentionnés au I et ne s'étant pas antérieurement abstenu d'adhérer à la cotisation volontaire mentionnée au II, le montant de cette cotisation due par l'agent et l'employeur au titre de l'année civile écoulée.

V. – L'employeur communique au Service des retraites de l'Etat dans les mêmes délais que la décision de radiation des cadres prévue à l'article D. 1 du code des pensions civiles et militaires de retraite une déclaration retraçant, le cas échéant par année civile, le montant de la cotisation mentionnée à l'alinéa précédent due pour la

période entre la dernière déclaration en application de l’alinéa précédent et la radiation des cadres. Postérieurement à la radiation des cadres, l’employeur peut corriger cette déclaration.

VI. – L’employeur adresse une copie des déclarations mentionnées au IV et V à l’agent.

**Art. 2.** – Le fonctionnaire de l’Etat, le magistrat ou le militaire en activité au 1<sup>er</sup> janvier 2024 à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française ou en Nouvelle-Calédonie adjoint à sa demande de pension civile ou militaire de retraite, dans les conditions fixées par le premier alinéa de l’article D. 20 du code des pensions civiles et militaires de retraite, la demande à bénéficier de la garantie mentionnée au II de l’article 76 *bis* de la loi du 21 août 2003 susvisée.

Dès réception de la demande de garantie, le service compétent de la direction générale des finances publiques en informe le gestionnaire administratif du régime prévu par l’article 76 de la loi du 21 août 2003 susvisée. Le service compétent de la direction générale des finances publiques instruit la demande et liquide la cotisation supplémentaire unique de l’Etat mentionnée au II de l’article 76 *bis* de la loi du 21 août 2003 susvisée. Il informe le gestionnaire susmentionné du résultat de l’instruction.

**Art. 3.** – Le Service des retraites de l’Etat vérifie l’éligibilité des pensionnés du code des pensions militaires d’invalidité et des victimes de guerre à la garantie mentionnée au II de l’article 76 *bis* de la loi du 21 août 2003.

Lorsqu’un pensionné bénéficie de cette garantie, le Service des retraites de l’Etat liquide la cotisation supplémentaire unique de l’Etat mentionnée au II de l’article 76 *bis* de la loi du 21 août 2003 susvisée.

**Art. 4.** – Le présent décret entre en vigueur sur l’ensemble du territoire de la République le lendemain de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Par dérogation au premier alinéa de l’article 2, le fonctionnaire de l’Etat, le magistrat ou le militaire dont la pension a pris effet :

1. Antérieurement au 1<sup>er</sup> mai 2024, n’est pas tenu de demander la garantie. Le Service des retraites de l’Etat instruit son éligibilité dès lors que son droit à l’indemnité temporaire de retraite mentionnée à l’article 137 de la loi du 30 décembre 2008 susvisée est acquis au titre d’une résidence effective dans l’un des territoires mentionnés à l’article 1<sup>er</sup> ;
2. A compter du 1<sup>er</sup> mai 2024 compris et dont la demande de pension civile ou militaire est déposée avant le 1<sup>er</sup> septembre 2024, peut demander le bénéfice de la garantie auprès du Service des retraites de l’Etat jusqu’au 17 octobre 2024.

**Art. 5.** – Le ministre de l’économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et le ministre de la transformation et de la fonction publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 16 juillet 2024.

GABRIEL ATTAL

Par le Premier ministre :

*Le ministre de la transformation  
et de la fonction publiques,*  
STANISLAS GUERINI

*Le ministre de l’économie, des finances  
et de la souveraineté industrielle et numérique,*  
BRUNO LE MAIRE